

CHINE La lettre d'information

Le droit des travailleurs à l'organisation indépendante ne connaît pas de frontières.

Wang Jianlu, 56 ans, est décédé après avoir quitté son travail de journalier sur un chantier de construction en pleine chaleur à Xian, où il essayait de gagner assez d'argent pour payer les frais de scolarité de son fils. Ses salaires de l'an dernier n'avaient pas été payés, le patron profitant de l'absence de contrat de travail.

La Commission Enquête Chine s'est constituée, au lendemain de la répression du mouvement populaire de mai-juin 1989, pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques. Dès janvier 1990, le 1^{er} Banquet de solidarité réunissait militants chinois en exil et responsables syndicaux de huit pays et en janvier 1991 un appel fut lancé lors d'une conférence à Barcelone et repris dans cinquante-trois pays : les droits ouvriers et démocratiques ne connaissent pas de frontière. En particulier le droit de constituer librement des syndicats. La Commission s'est rendue en Chine à trois reprises : enquêtes sur les prisonniers politiques et sur l'application de la loi du Travail, solidarité avec les syndicalistes de Liaoyang. Elle a participé à plusieurs rencontres internationales, notamment en Asie. Elle organise chaque année un banquet de solidarité avec le peuple chinois et édite « La Lettre d'information » deux fois par mois depuis 1994.

Éditorial

Certitude et incertitudes. La certitude, c'est que le 20^e congrès du Parti communiste chinois (PCC) se tiendra à partir du 16 octobre, selon une annonce officielle du 31 août. La quasi-certitude, c'est que Xi Jinping, le secrétaire général du Parti, va rompre avec le consensus politique qui limitait l'exercice de la fonction à deux mandats de cinq ans. Tout le reste n'est que profondes incertitudes... La presse s'en fait l'écho : « *Alerte à la récession planétaire* », titre « Le Monde » (30 août), « *La récession est-elle inévitable en Europe ?* », s'inquiétaient déjà « Les Echos » (26 août). Quand les Etats-Unis comme d'autres sont au bord de la récession, les prévisions économiques pour la Chine ne peuvent que dégringoler.

On chiffre désormais l'expansion à 3,5 % pour 2022, soit bien moins que l'objectif d'environ 5,5 % fixé par le gouvernement. S'y ajoutent les effets du dérèglement climatique sur la fourniture d'hydroélectricité et sur les récoltes, menaçant l'autosuffisance alimentaire, la politique du zéro Covid, etc. Bref, le commerce extérieur ralentit, la production et la consommation également, de même que la construction et la vente de logements, avec la dangereuse crise de l'immobilier qui dure. « *Le logement est fait pour y vivre, pas pour spéculer* », avait pourtant clamé Xi Jinping.

L'immobilier, c'est 25% de la croissance du pays, selon les économistes, si on prend en compte la construction et les matières premières (ciment, acier, verre). D'une part, on voit des ménages qui ont acheté et payé leur logement l'occuper sans eau ni électricité parce qu'il n'est pas terminé, d'autres qui manifestent, des milliers d'autres encore qui refusent de rembourser leurs crédits tant que le logement ne sera pas livré ; d'autre part, on voit des ouvriers des chantiers de construction se mettre en grève ou se lancer dans l'action

pour toucher des salaires qu'on leur doit depuis des mois ! Des entreprises ferment partiellement ou totalement à travers tout le pays, mais les ouvriers ne sont que partiellement indemnisés ou pas payés du tout (voir au verso la note de nos correspondants).

Le Premier ministre Li Keqiang, dans un énième appel vain, a appelé à multiplier les PME dans les villes et a promis « *des subventions aux entreprises qui offrent des stages aux jeunes diplômés [sic !] et de lancer une série de projets d'infrastructure dans les zones rurales pour promouvoir l'emploi des travailleurs migrants* ». La situation est telle que seule la puissance de l'État et des grandes entreprises publiques permettrait d'embaucher massivement et éviter la misère au travailleur, parce qu'elles offrent encore des garanties sociales dont une PME n'a pas à s'embarasser quand le patron met la clé sous la porte... et part avec la caisse.

Qui va défendre les intérêts des travailleurs ? Des militants, le plus souvent au passé d'ouvriers licenciés, avaient constitué des centres de défense des droits ouvriers, centre d'information et d'assistance juridique. Mais quasiment tous ces centres ont été la cible de la police et de la justice du régime, condamnant à la prison ses militants, l'arrivée de Xi Jinping à la tête du PCC parachevant une répression en cours. Force est de constater que le syndicat officiel ACFTU s'y refuse sous divers prétextes, la raison essentielle étant son lien de subordination au Parti (voir notre « Lettre » précédente).

Pourtant, le travail ne manque pas : le nombre de cas de conflits du travail en 2020 se chiffre officiellement à 1,09 million, impliquant plus de 1,28 million de travailleurs, soit le plus élevé depuis l'introduction de la loi sur la médiation et l'arbitrage des conflits du travail en 2008, selon l'association China Labour Bulletin, qui a conduit une enquête sur l'activité

du syndicat officiel en rapport avec les conflits du travail (voir au verso).

L'ACFTU, un syndicat fantôme... de 300 millions de membres. Fin juillet l'officiel « Global Times » rapporte le décès par surmenage d'une jeune femme de 22 ans, qui aurait travaillé quatre ou cinq jours d'affilée dans une société Internet de Hangzhou jusqu'à 4 ou 5 heures du matin. La Cour suprême populaire et le ministère des Ressources humaines et de la sécurité sociale eux-mêmes avaient demandé aux patrons d'en finir avec l'horaire de travail en « 996 ». Point de syndicat !

Un livreur de repas du géant de la livraison Ele.me s'est poignardé devant son centre de distribution à la fin du mois d'août à Taizhou (province du Zhejiang). Il avait démissionné mais la direction du centre lui refusait le versement de ses salaires et voulait, semble-t-il, lui infliger une amende. Problème récurrent s'il en est. Or les livreurs de repas sont l'un des groupes de travailleurs dont s'occupe le syndicat officiel depuis des années. Le syndicat du district où le chauffeur s'est poignardé s'est vanté d'avoir dépensé 200 000 yuans pour des stations de repos destinées notamment aux livreurs de repas...

Des stations de repos alors que les algorithmes auxquels sont soumis les livreurs poussent à l'augmentation du temps de travail et que les patrons sous-traitants ne versent pas les salaires ? Des correspondants nous écrivent : « *La situation des travailleurs se dégrade vite. On pourrait penser que les ouvriers sont sans pouvoir, mais on assiste à une véritable résurgence du mouvement des travailleurs.* » Tout pousse les travailleurs à prendre leurs propres affaires en main. ●

Dans la prochaine « Lettre » : comment les livreurs de repas de Foodpanda de Hong Kong se sont organisés pour leur grève. Merci de veiller à vous réabonner en temps utile.

La situation en ce début de septembre

vue par nos correspondants en Chine

« **A**VEC L'ÉPIDÉMIE de Covid-19 et les excès climatiques, l'activité économique du pays est entrée en stagnation et même en régression. Le chômage a explosé de façon dramatique. Les licenciements s'accroissent dans la région du delta de la rivière des Perles. Plus encore qu'avant, les entreprises qui ferment font tout pour ne pas verser d'indemnités de licenciement aux travailleurs. Cette situation dramatique provoque une recrudescence des mobilisations ouvrières dans la région.

Une grande partie des travailleurs de la région du delta de la rivière des Perles sont

des travailleurs migrants qui travaillent ici depuis trente ans et ont dépassé la cinquantaine. Faute d'argent, ils ne peuvent pas retourner dans leur campagne d'origine

« On assiste à une véritable résurgence du mouvement des travailleurs »

toucher une retraite de misère. Et pour toucher une retraite en ville, il leur faut prouver qu'ils y ont travaillé plus de quinze ans. Mais les entreprises ne sont obligées de tenir des registres que depuis moins longtemps. Et souvent ces travailleurs n'avaient pas de contrat de travail. Il y a donc de nombreuses mobilisations dans la province du Guangdong

pour demander un plan spécial pour que les travailleurs migrants puissent toucher une retraite.

Comme l'administration du travail et les syndicats sont sous contrôle du Parti communiste chinois, ces mobilisations ne reçoivent qu'un appui très faible des municipalités ou de la province. Dans le même temps, les militants ouvriers sont la cible de campagne de harcèlement permanent de la part des autorités. La situation est compliquée. La situation des travailleurs se dégrade vite. On pourrait penser que les ouvriers sont sans pouvoir, mais on assiste à une véritable résurgence du mouvement des travailleurs. »

Illustration avec les chiffres publiés par China Labour Bulletin

POUR LE SEUL MOIS D'AOÛT 2022, un total de 47 actions collectives ont été enregistrées, soit autant que les chiffres de juillet 2022 (51 enregistrées). C'est le secteur de la construction qui a enregistré le plus grand nombre de conflits (49%), contre seulement un tiers environ en juillet 2022. Si les actions dans le secteur de l'éducation (13%) sont en hausse par rapport à juillet, les travailleurs du transport, de la logistique et de l'industrie manufacturière ont mené moins d'actions collectives que le mois dernier.

La plupart des travailleurs (98%) ont

protesté pour exiger le versement des arriérés de salaire. 11 % des cas étaient l'affaire collective de plus de 100 travailleurs. Les pouvoirs publics sont intervenus dans seulement 20% des cas environ. Les ouvriers du charbon et de l'acier sont confrontés à des réductions de production et à des licenciements, notamment dans la province du Henan. Par exemple, le producteur d'acier Anyang Iron and Steel avait annoncé aux ouvriers une réduction des salaires de 30 % à partir du mois d'août ainsi que la fin des primes et avantages. On a vu à Anyang une centaine de mineurs de

charbon manifestant avec banderole pour protester contre les arriérés de salaires et les cotisations d'assurance sociale non versées depuis plus de dix ans à la mine de charbon de Xinlong.

Les appels à l'aide d'ouvriers se sont fait entendre dans le cadre de 208 conflits du travail en ce mois d'août. Si les secteurs des services (44%) et de la construction (34%) sont les plus touchés, les revendications sont les mêmes dans 96% des cas : les salaires non versés. Les travailleurs en appellent à l'intervention des pouvoirs publics.

En cas de conflit, que fait le syndicat officiel ACFTU pour le travailleur ?

Voici des extraits d'une étude de China Labour Bulletin publiée le mois dernier.

« **D'**OCTOBRE 2018 à décembre 2021, nous avons enquêté sur 127 conflits du travail. Dans la plupart des cas, nous avons interrogé les organisations syndicales à différents niveaux, tels le syndicat au niveau du district, le syndicat municipal, le syndicat du quartier, etc. et plusieurs départements dans ces syndicats : le secteur organisation, le secteur défense des droits...

Parmi ces 127 exemples relevés à travers tout le pays, les responsables syndicaux n'étaient absolument pas au courant du conflit en cours dans 77 cas (61%), ils avaient connaissance de l'affaire dans 47 cas (32%), 3 cas étant restés sans réponse aux questions. On a également constaté que dans 89 cas (70%) le syndicat ne s'était pas impliqué dans le conflit et que dans 31 cas (24 %) le syndicat avait un certain degré d'implication. »

China Labour Bulletin note que dans 9 % des 77 cas susdits le syndicat s'est occupé du conflit une fois qu'il a été informé et que dans 24 cas sur les 47 cas où il était au courant du conflit il est intervenu. Mais on ignore pour quel objectif, avec quels moyens et quel résultat.

« Dans la grande majorité des cas, les travailleurs ne cherchent pas activement l'aide du syndicat, ils n'ont pas de syndicat pour les représenter dans les conflits du travail et la plupart d'entre eux n'ont jamais adhéré à un syndicat. Les travailleurs disent souvent : « Je ne sais pas à

quoi sert un syndicat, je ne sais pas comment trouver un syndicat qui m'aiderait à résoudre mes problèmes de revendications.

Le rapport écrit que « les responsables syndicaux admettent volontiers que l'ACFTU est toujours contrainte par sa structure bureaucratique et qu'elle n'est pas adaptée pour organiser efficacement les travailleurs et représenter leurs intérêts ». Alors, on se débarrasse de l'affaire en la transférant à un autre syndicat, de niveau supérieur ou inférieur, ou d'une autre région !

« Le syndicat joue un rôle de contrôleur, mais il éconduit souvent les travailleurs même s'il en aide certains. Voici les raisons les plus courantes invoquées par les syndicats pour refuser d'aider les travailleurs :

– Les travailleurs ne sont pas membres du syndicat ; le syndicat ne peut pas fournir de services aux travailleurs qui ne sont pas syndiqués.

– Les travailleurs ne sont pas couverts par la juridiction du syndicat auquel ils s'adressent ; le cas relève d'un autre syndicat.

– Le syndicat n'a pas le pouvoir d'intervenir dans le conflit ; le travailleur doit plutôt s'adresser aux services de l'administration.

– Le caractère bureaucratique du syndicat fait obstacle à une intervention dans le conflit ; le syndicat renvoie la balle à un autre niveau ou un autre département du syndicat. »

Exemple :

« Fin 2020, un livreur de nourriture du nom de Han meurt soudainement alors qu'il livrait des commandes pour Ele.me, l'une des deux plus grandes plates-formes de ce type en Chine. Ce drame s'est produit à Pékin, mais le siège d'Ele.me se trouve à Shanghai. Dans sa première réponse, Ele.me a insisté sur le fait que la société n'avait aucune relation de travail avec les travailleurs des sous-traitants, mais qu'elle indemniserait la famille de Han à hauteur de 2 000 yuans par souci humanitaire.

Nous avons appelé le syndicat au niveau du district de Pékin où Han a été envoyé. Le syndicat de Sunhe dans le district de Chaoyang a déclaré que le syndicat ne peut s'occuper que des membres du syndicat et il ne savait pas si Han faisait partie du syndicat. Le responsable a également déclaré qu'Ele.me étant une entreprise si gigantesque que l'affaire « ne pouvait être suivie par notre fédération ». Mais si on se place du point de vue du travailleur, comment un livreur de Pékin pourrait-il faire pour adhérer au syndicat à Shanghai, où se trouve Ele.me, et comment sa famille pourrait-elle maintenant contacter quelqu'un à Shanghai pour résoudre cette affaire ?

En outre, l'entreprise a nié l'existence d'une relation de travail avec Han à Pékin. La question de savoir quelle entité est responsable peut faire l'objet d'un débat, mais ce qui ne devrait pas être contesté, c'est que le travailleur a droit à une représentation syndicale pour ses droits en matière de travail, et que le syndicat est le mieux placé pour aider sa famille à s'orienter dans cette situation ».